

SOURCE: ALDRIN

Philippe Aldrin

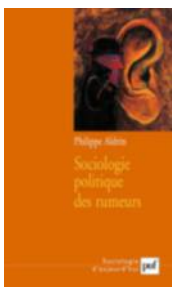
« Les rumeurs donnent un sens à l'incompréhensible »

L'EXPERT

Philippe Aldrin est professeur de science politique à Sciences-Po Aix. Ses recherches portent sur les rumeurs et la communication politique. Selon lui, les rumeurs de la période actuelle nous racontent quelque chose de nos croyances, de notre rapport au politique, à l'autorité, à la science, à la maladie, à la mort... Face à une « fausse nouvelle », le premier réflexe est toujours d'opposer des faits. Mais lesquels, au milieu d'un foisonnement continu d'informations ? Le politiste nous invite à interroger nos façons de fabriquer et consommer l'information.

LE CONTEXTE

Les fausses nouvelles relatives au coronavirus sont pléthoriques. Sur la pandémie en elle-même : un « gros rhume », une épidémie qui viendrait nettoyer la Terre « comme tous les cent ans », un virus fabriqué en laboratoire... ; sur les moyens de s'en prémunir : boire de l'eau chaude toutes les 15 minutes, laver ses courses à l'eau de Javel diluée... ; sur le confinement : mobilisation de l'armée, interdiction d'être plusieurs par voiture...



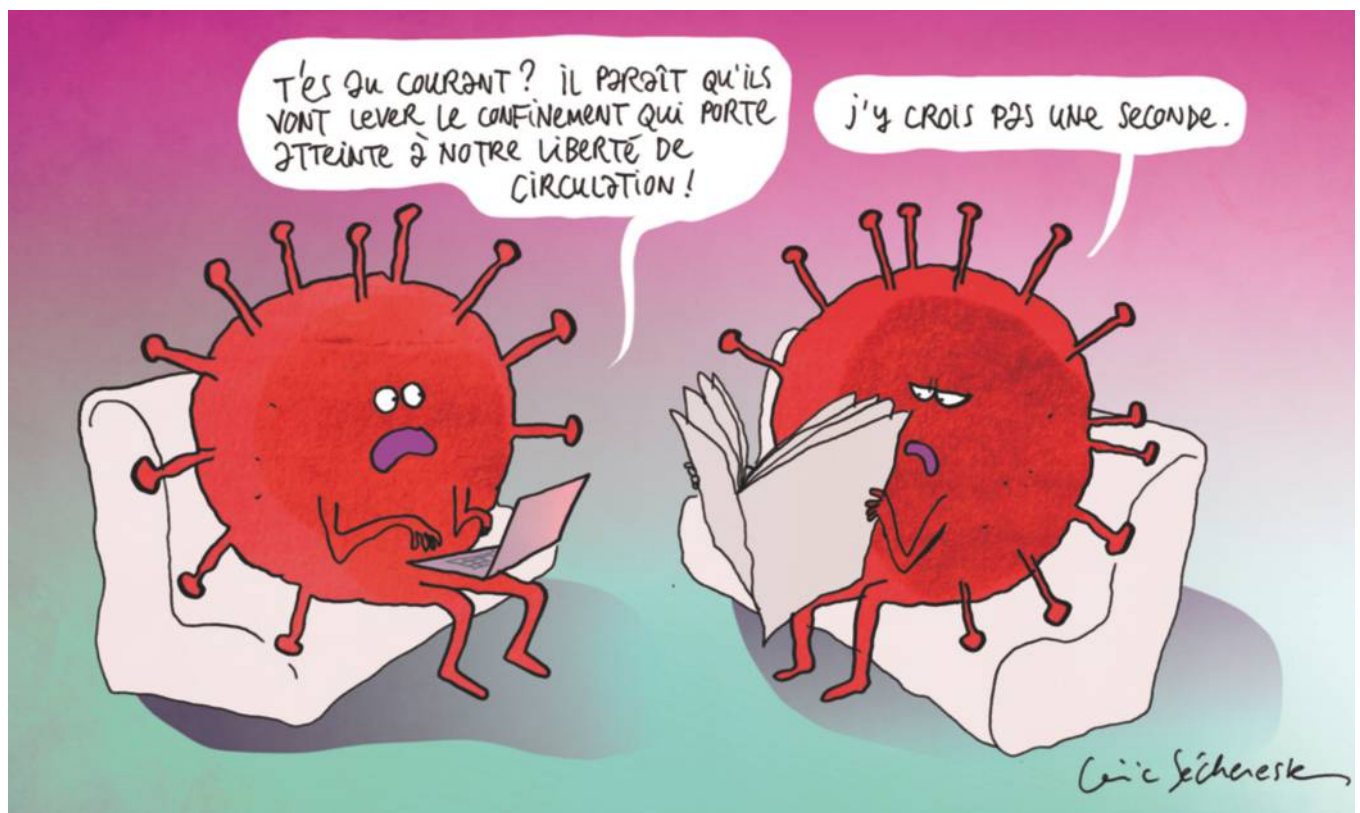
Sociologie politique des rumeurs, Presses universitaires de France, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 2005, 289 p., 24,50 €.

Qui croit aux rumeurs ?

Tout le monde, en réalité. Les rumeurs sont des nouvelles non vérifiées mais vraisemblables. Chaque groupe social, chaque organisation a les siennes. Le phénomène a longtemps été associé à la foule, aux « masses » qui seraient plus disposées à croire en des choses abracadabrantes. C'est une vision erronée. Les rumeurs circulent aussi chez les élites. Après la Première Guerre mondiale, l'historien Marc Bloch a raconté dans un article (1) comment il a lui-même cru à des rumeurs lorsqu'il était soldat dans les tranchées (par exemple que les Russes bombardaient Berlin). Comment un grand intellectuel comme Bloch a-t-il pu y croire ? Parce que cette nouvelle, même douteuse, « était trop agréable », dans son état d'abattement physique et moral.

Est-ce pour les mêmes raisons que les rumeurs se développent aujourd'hui, en période de pandémie ?

Je distingue deux facteurs essentiels de leur développement. D'abord, nous vivons une situation très anxiogène qui crée une demande très forte d'informations avec le sentiment que ces informations permettraient, à nous ou à nos proches, d'échapper à la contamination et potentiellement à la mort. Ensuite, les principaux canaux d'informations (médias, gouvernements...) ne sont pas en mesure de répondre à toutes nos questions. Les informations dont nous disposons sur le coronavirus sont encore partielles (on ne sait pas quelle est exactement son origine, quand il disparaîtra, s'il peut ou non revenir, s'il peut rester en suspension dans l'air...). Or, c'est précisément dans ce type de contexte, fait de menace et d'incertitudes, que les rumeurs prospèrent. Elles agissent comme un marché noir des informations qui prend de la valeur dans cette quête éperdue de réponses. Bien que non vérifiées, elles rassurent en donnant l'impression de réduire l'incertitude (donc les risques), de donner un sens à un événement dramatique que l'on ne comprend pas.



Dans les années 1960, Tamotsu Shibutani, sociologue à Chicago, proposait d'analyser le phénomène comme « *une chaîne improvisée d'informations* ». La différence majeure, c'est qu'aujourd'hui le bouche-à-oreille possède l'étendue et l'instantanéité des réseaux socionumériques.

Comment répondre à la diffusion massive de fausses nouvelles sur Internet ?

Sur ce sujet, on peut noter une véritable évolution. Les plateformes, Facebook et Google notamment, collaborent plus qu'avant avec les autorités et les journalistes pour mettre en avant des informations de qualité. Grâce à un accord, celles provenant du site de l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé – qui a dit dès février craindre autant « *l'infodémie* » que la pandémie – (lire p. 20) et de nombreux gouvernements apparaissent en tête des résultats de recherche. On n'aurait pas forcément observé la même chose si l'épidémie avait eu lieu il y a trois ans, avant les révélations sur des pratiques de Cambridge Analytica (*société londonienne au centre d'un scandale en 2018 pour avoir « aspiré » les données personnelles de dizaines de millions d'utilisateurs de Facebook afin de leur diffuser des messages pro-Brexit au Royaume-Uni et pro-Trump aux États-Unis, NDLR*). La prise de conscience est assez générale. Au sein des rédactions, les équipes de « fact-checking » se sont développées. Des gouvernements ont légiféré sur les « fake news ». Dans les écoles, on a adapté les programmes d'éducation aux médias. Tout cela crée une hygiène collective face à l'information numérique.

Valoriser des informations officielles à l'heure où se diffuse l'idée que « les gouvernements et les médias nous mentent », est-ce efficace ?

C'est vrai que la méfiance à l'égard du pouvoir est un invariant de la rumeur. L'une des thématiques extrêmement classiques est celle du complot des élites. Nos malheurs,

en l'occurrence cette épidémie, seraient le fait – volontaire ou involontaire – des puissants, des laboratoires pharmaceutiques, des décideurs politiques, de la CIA... Des rumeurs leur imputent le déclenchement de l'épidémie, le retard du confinement, la pénurie de masques, le blocage du remède miracle...

Ces rumeurs sont-elles le fruit d'une communication parfois hasardeuse du gouvernement ?

La communication gouvernementale est un exercice stratégique, parfois pour de bonnes raisons : par exemple sélectionner les informations pour éviter un mouvement de panique. Mais il existe toujours une méfiance à l'égard de la parole des politiques, perçue comme un calcul électoraliste ou un habillage intéressé de la réalité. Cette méfiance peut se muer en défiance. Et si on nous cachait quelque chose ? Ce soupçon est redoublé dans le contexte actuel de l'épidémie parce que la décision politique dit se fonder sur la science. Or, en se tournant vers les scientifiques pour que leurs vérités dissipent nos inquiétudes, pour savoir définitivement comment se prémunir du virus ou soigner l'infection, on découvre que le monde de la recherche biomédicale est fait de controverses, de désaccords, de vérités... mais partielles ou provisoires. Le débat autour du recours à l'hydrochloroquine préconisé par le professeur Didier Raoult est un très bon exemple. C'est le paradoxe : avec l'épidémie, les controverses scientifiques se sont « déconfinées », elles sont sorties des cercles réservés aux spécialistes pour inonder l'espace public et alimenter la machine à rumeurs. Toute ressemblance avec les débats sur les progrès de la génétique ou les causes du réchauffement climatique n'est évidemment pas fortuite. ●

Recueilli par Mikael Corre

(1) « *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre* », *Revue de synthèse historique*, 1921.